

ASS/FG/II/MG

2022-150

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2022

OBJET : MOTION PRÉSENTÉE PAR LES ÉLUS DU GROUPE « EXPÉRIENCE ET PROGRÈS POUR LÉZIGNAN » ADRESSÉE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET À MADAME LA PREMIÈRE MINISTRE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 29	Date de la convocation : 20 septembre 2022

L'an deux mille vingt-deux le vingt-six septembre à 18 heures et cinq minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, Mme Sabrina FITO-DARZENS, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD.

Etaient absents :

Mme Sylvie DANRÉ
M. Jean-Claude LAVAUD
Mme Martine JAFFUS
M. Thierry CAUMEIL
M. Laurent ROUGÉ
M. Freddy NOLOT
Mme Catherine FABRESSE-ROCA
M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

Mme Sylvie DANRÉ à Mme Christine BÉNET
M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE
Mme Martine JAFFUS à M. Gérard FORCADA
M. Thierry CAUMEIL à M. Guy VIVÈS

Date de la publication : 30 septembre 2022

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Bérengère LÉCÉA

RAPPORTEUR : M. Gérard FORCADA

-M. le Maire informe l'assemblée qu'une question écrite a été déposée par M. Rémi Pénavaire au nom du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan ». Cette question vise à proposer au Conseil municipal l'adoption d'une motion relative à la question du prix de l'énergie pour toutes les collectivités locales.

Le Conseil municipal ne s'opposant pas à la présentation et à l'examen de cette motion, et bien que le règlement intérieur autorise un délai d'un mois pour répondre à toute question écrite, M. le Maire invite M. Pénavaire à présenter celle-ci à l'assemblée.

-M. Rémi Pénavaire, du groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan », expose :

« Monsieur le Président de la République, Madame la Première Ministre,

En notre qualité d'élus de proximité, nous agissons au quotidien dans l'intérêt supérieur de nos concitoyen-ne-s en faisant en sorte de répondre du mieux possible à l'ensemble de leurs besoins.

La nouvelle crise que nous traversons du fait de la Guerre en Ukraine et des profiteurs de guerre qui s'enrichissent au détriment des plus faibles, ainsi que des effets du réchauffement climatique sur la production agricole mondiale, entraîne une hausse inconsidérée du coût des matières premières et de l'énergie.

Ainsi, vous avez annoncé une augmentation pour l'ensemble de la population des prix du gaz et de l'électricité dès le mois de janvier 2023 qui, même si elle est limitée par la mise en place d'un bouclier tarifaire à 15 % pour les particuliers et les entreprises ayant moins de 10 salariés et un chiffre d'affaires maximum de 2 millions d'euros, est intenable et injuste.

Les collectivités locales qui sont les véritables boucliers de la République, ne bénéficient qu'inégalement du bouclier tarifaire. En effet, seules les très petites collectivités de moins de 10 employés et qui atteignent au maximum 2 millions d'euros de recettes, sont éligibles aux tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz, sur le même modèle que les entreprises.

Ainsi, depuis plusieurs mois, des communes comme la nôtre sont frappées, au même titre que les particuliers et les entreprises, par la hausse des prix de l'énergie, nos factures de gaz et d'électricité étant multipliées par un facteur compris entre 2 et 4 selon les sources.

Pour faire face à la hausse du coût de l'énergie, les collectivités locales vont se trouver contraintes de réduire leur offre de services publics, ce qui impactera encore davantage la qualité de vie de nos administrés, d'autant plus que votre Gouvernement a annoncé vouloir baisser leurs budgets de dix milliards d'euros.

Vous le savez, les collectivités locales ont été en première ligne pour répondre à la crise sanitaire. Dans notre territoire les élu-e-s et la population, s'engagent dans la transition écologique. Le développement des énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments et des logements, pour faire des économies d'énergies et limiter le réchauffement de la planète sont ancrés dans nos préoccupations depuis de nombreuses années. Mais comment poursuivre nos investissements et nos actions avec des finances locales qui vont être mises à mal par la diminution de la dotation globale de fonctionnement et par la hausse exponentielle du coût de l'énergie ?

Alors que nous travaillons à la réduction des dépenses énergétiques à la fois dans un souci économique et écologique, nos factures augmentent considérablement aussi du fait de la spéculation boursière. En ce sens, la Présidente de la Commission Européenne, Madame Ursula Von Der Leyen, reconnaît que « *La flambée des prix montre clairement les limites du fonctionnement actuel du marché* ».

En réponse à cette hausse des énergies, nous ne demandons pas à l'État d'aides financières mais simplement le retour au tarif régulé.

C'est pourquoi, afin de lutter efficacement contre cette crise énergétique qui est appelée à durer, nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, Madame la Première Ministre :

- D'élargir le bouclier tarifaire à l'ensemble des collectivités territoriales afin de leur permettre de bénéficier du tarif réglementé pour ne pas être soumises au marché.
- Et à terme de sortir le gaz et l'électricité du marché et fixer les prix en fonction de la réalité des coûts de production par EDF. »

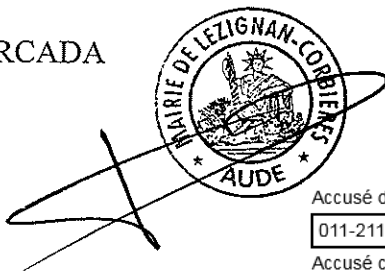
**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
À la majorité de 21 voix contre et 8 voix pour (de M. Rémi Pénavaire, M. Thierry Denard, Mme Françoise Barousse, Mme Sophie Courrière Calmon, Mme Béatrice Arnaud du Groupe « Expérience et Progrès pour Lézignan » et M. Bernard Fumet, Mme Sylvie Fumet et Mme Sophie Birkener du Groupe « Lézignanais de cœur »)**

Rejette la motion présentée ci-dessus.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20220926-2022-150-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/09/2022

Publication : 03/10/2022

Le Maire, Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,
Bérengère LÉCÉA